

Les synthèses de l'Auran

RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ ET HAUSSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI au 1^{er} semestre 2019



BAROMÈTRE CONJONCTURE EMPLOI #12

La croissance de l'emploi et la réduction du taux de chômage se poursuivent sur la première moitié de l'année 2019 dans la métropole nantaise, à un rythme plus ralenti. Les embauches progressent plus faiblement, notamment en contrats courts. Le taux de chômage s'améliore malgré la progression du nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A. Pour autant, les difficultés d'insertion persistent pour les personnes les plus éloignées de l'emploi dans un contexte conjoncturel pourtant plus favorable.

L'emploi salarié privé poursuit sa croissance, à un rythme qui se stabilise après le net ralentissement entamé en 2018. L'emploi intérimaire accuse en revanche un repli. De façon concomitante, les embauches anticipées en CDI progressent. C'est le signe d'une confiance des entreprises dans leurs perspectives et aussi d'une certaine concurrence dans les secteurs les plus en tension sur le recrutement, comme l'informatique et l'industrie. Malgré cela, la demande d'emploi progresse et les besoins d'accompagnement des demandeurs d'emplois les plus fragiles restent importants. Contrairement à la tendance nationale, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a significativement augmenté au 1^{er} semestre 2019 sur la métropole nantaise, avec une forte recrudescence des inscriptions des moins de 25 ans. Le début de l'année est enfin marqué par un retournement de tendance sur les inscriptions en activité réduite (catégorie B et C), à la baisse pour la première fois depuis 2009. Cette tendance pourrait se poursuivre, accentuée par la réforme de l'assurance chômage, qui va notamment diminuer le montant des allocations et limiter le droit rechargeable.

SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Chiffres clés

+3.3%

d'emploi salarié privé
(+1,4 % en France) au 2^{ème} trimestre 2019
(par rapport au T2 2018)

-6%

d'emploi intérimaire
au 2^{ème} trimestre 2019 (par rapport au
T2 2018)

6.5%

de taux de chômage
dans la zone d'emploi de Nantes
(8,2 % en France) au T2 2019
tendance à la baisse depuis 2015

32 152

demandeurs d'emploi
en fin de mois (DEFM) de catégorie A
enregistrés à Pôle emploi, en hausse de
1,9 % (-1,5 % en France) au T2 2019 (par
rapport au T2 2019)

+7.9%

de DEFM A de moins de 25 ans,
+2,3 % des seniors de 50 ans et plus,
-0,3 % de demandeurs d'emploi de
longue durée (inscrits depuis 1 an et
plus) au T2 2019

+0.6%

de DEFM A, B et C, (-0,7 % en
France) au T2 2019 (par rapport à la
même période en 2018)

EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ



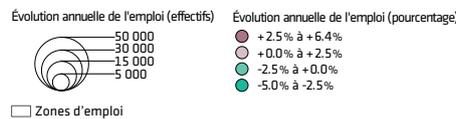
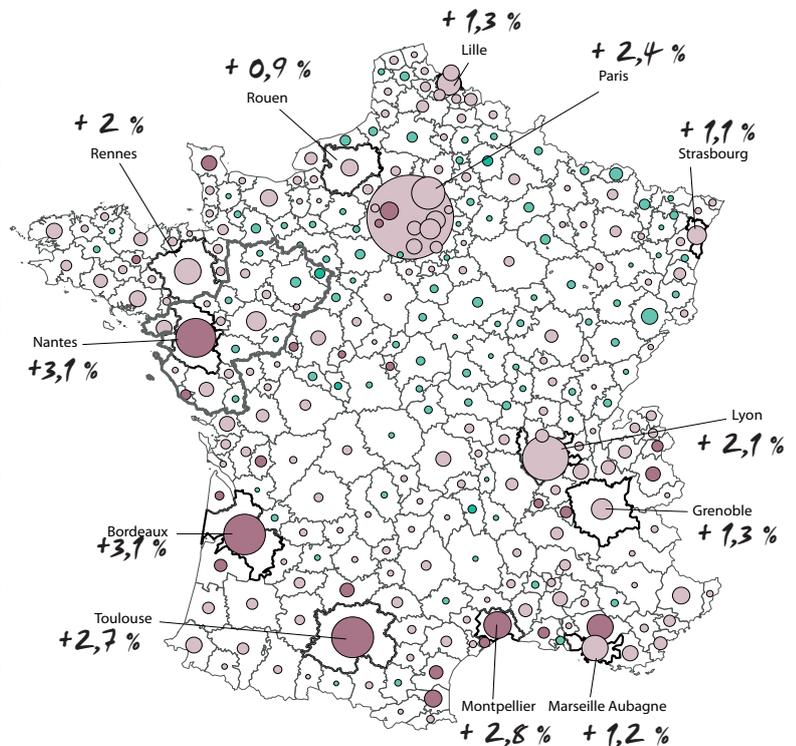
L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PROGRESSE TOUJOURS

Avec un 18^{ème} trimestre de hausse, la croissance de l'emploi salarié privé est à nouveau au rendez-vous au 2^{ème} trimestre 2019, en France et dans la région nantaise. Ce trimestre, les effectifs dans la métropole nantaise sont en hausse de 3,3 %, soit plus de 9 000 postes supplémentaires par rapport à l'année précédente. L'année 2018 avait été marquée par un certain ralentissement de la croissance de l'emploi salarié privé, dans la région nantaise, et plus globalement en France. Ce rythme se maintient néanmoins sur le 1^{er} semestre 2019.

Les Pays de la Loire affichent une hausse moyenne des effectifs (+ 1,6 %) un peu plus soutenue que la moyenne française (+ 1,4 %). Pour autant, de grandes disparités demeurent entre ses zones d'emplois. La zone d'emploi de Nantes, moteur régional, contribue très significativement à la dynamique des emplois ligériens. Plus de la moitié des progressions d'effectifs des Pays de la Loire s'y concentre, alors qu'elle ne pèse qu'un quart des emplois salariés privés de la région. Seul le département de Loire-Atlantique affiche une progression largement supérieure à la moyenne nationale (+ 2,9 %). La Vendée et le Maine-et-Loire connaissent des hausses modérées (+ 1 %), légèrement en deçà de la moyenne nationale. En revanche, la Mayenne et surtout la Sarthe accusent un recul des effectifs salariés privés, notamment dans les zones d'emploi du Mans, de la Ferté-Bernard, de Mayenne. Plus de 700 emplois disparaissent en Sarthe avec la liquidation judiciaire du papetier Arjowiggins fin mars 2019.

Dans l'Hexagone, les progressions d'emploi sont toujours davantage polarisées par l'Île de France et les grandes zones d'emploi métropolitaines. Les zones de plus de 150 000 emplois présentent une dynamique plus favorable que la moyenne nationale (+ 2,1 %) contrairement à celles de moins de 50 000 emplois (seulement + 0,6 %). Le Nord et l'Est de la France sont les territoires les plus en retrait, à l'image des trimestres précédents.

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé des zones d'emplois au 2^{ème} trimestre 2019

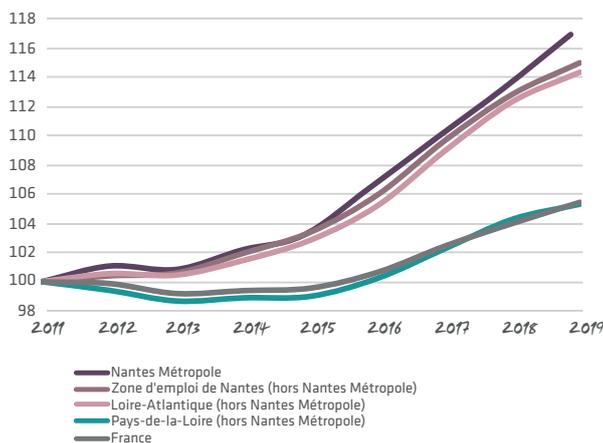


Source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs, traitement Auran

Note : les données utilisées sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Elles diffèrent donc des données brutes présentées dans le tableau ci-dessous.



Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T2 2011, données brutes)



Source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes, traitement Auran

Évolution trimestrielle et annuelle de l'emploi salarié privé

	Effectifs au T2 2019 30/06/2019	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution trimestrielle (en effectifs)	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole (NM)	287 864	nd	nd	+ 3,3 %	+9 064
Zone d'emploi de Nantes	381 952	+ 0,6 %	+2 376	+ 2,9 %	+10 827
ZE hors NM	94 088	nd	nd	+ 1,9 %	+1 763
Loire-Atlantique	464 279	+ 0,7 %	+3 261	+ 2,7 %	+12 169
Loire-Atlantique hors NM	176 415	nd	nd	+ 1,8 %	+3 105
Pays de la Loire	1 092 588	+ 0,3 %	+3 172	+ 1,6 %	+16 919
Pays de la Loire hors NM	804 724	nd	nd	+ 1,0 %	+7 855
France	18 864 352	+ 0,3 %	+47 180	+ 1,4 %	+257 806

Source : Acoess Urssaf Pays de la Loire - données brutes et CVS provisoires issues du socle régional, traitement Auran

Note : les données CVS n'étant plus disponibles à l'échelon intercommunal, les effectifs et l'évolution annuelle concernent les données brutes. L'évolution trimestrielle est calculée sur les données CVS sur les périmètres disponibles. Les données intérimaires diffèrent des données communiquées par la DARES.

DES HAUSSES D'EFFECTIFS DANS TOUS LES SECTEURS



Au 2^{ème} trimestre 2019, tous les secteurs d'activité connaissent des progressions d'effectifs (+ 9 064 postes par rapport au T2 2018). Les déclarations préalables à l'embauche sont en hausse, bien que plus modérées que ces dernières années.

L'accroissement de l'emploi salarié privé concerne particulièrement les secteurs de l'industrie, de la construction et des services productifs au 2^{ème} trimestre 2019. Pour le secteur du bâtiment et des travaux publics, on note toutefois une évolution en demi-teinte sur l'ensemble des Pays de la Loire (+ 1,3 %), comparée à la moyenne française (+ 2,9 %) et à la zone d'emploi nantaise (+ 4 %).

Les prévisions sont également porteuses pour l'emploi des cadres, d'après les baromètres de l'APEC et d'ADECCO. Des tensions sur les recrutements y sont à nouveau soulignées, dans la tendance des dernières années.

L'EMPLOI INTERIMAIRE AU RALENTI

La dynamique de l'emploi intérimaire a connu un coup de frein en 2018, après deux années de forte croissance. Son niveau se stabilise ce trimestre à 8 830 emplois en équivalent temps plein. Cela représente une baisse de 6 % par rapport à la même période l'année passée. Cette tendance est partagée au niveau national. Ce trimestre, les services et le transport/logistique connaissent les plus fortes pertes d'effectifs annuelles (en volume) dans la métropole nantaise.

L'intérim reste néanmoins à un niveau nettement plus important qu'avant la crise de 2008 (7 630 ETP au T2 2006). Celle-ci avait fait fondre les effectifs dans les services et surtout dans l'industrie. À noter que cette dernière, qui emploie 30 % des intérimaires de la métropole est le seul secteur qui n'a pas encore retrouvé localement son niveau d'avant-crise. D'après Prism emploi, le ralentissement de l'intérim devrait se poursuivre sur le 3^{ème} trimestre. Cette tendance est partagée nationalement, exception faite de la Bretagne.

L'emploi salarié privé par secteur d'activité (données brutes)

	Effectifs au T2 2019 30/06/2019	Nantes Métropole		ZE de Nantes	Pays de la Loire	France
		Évolution annuelle (en %)	Poids dans la zone d'emploi de Nantes	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Emploi salarié privé total	287 864	+ 3,3 %	75 %	+ 2,9 %	+ 1,6 %	+ 1,4 %
Industrie manufacturière	23 687	+ 2,3 %	48 %	+ 2,0 %	+ 1,6 %	+ 0,5 %
Eau - énergie - déchets	5 440	+ 2,5 %	86 %	+ 1,7 %	+ 2,5 %	+ 1,4 %
Construction	18 580	+ 3,8 %	60 %	+ 4,0 %	+ 1,3 %	+ 2,9 %
Commerce	41 137	+ 2,3 %	72 %	+ 1,9 %	+ 1,4 %	+ 1,0 %
Transport - Logistique	22 683	+ 1,8 %	77 %	+ 2,3 %	+ 1,1 %	+ 1,0 %
Hébergement, restauration	12 413	+ 4,9 %	81 %	+ 4,7 %	+ 3,8 %	+ 3,5 %
Information, communication	26 586	+ 5,3 %	97 %	+ 5,4 %	+ 4,8 %	+ 3,5 %
Finance, assurance, activités immobilières	20 805	+ 4,5 %	92 %	+ 4,6 %	+ 1,8 %	+ 0,7 %
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	28 407	+ 4,8 %	88 %	+ 4,8 %	+ 3,7 %	+ 3,4 %
Services administratifs, de soutien	39 280	+ 3,4 %	79 %	+ 3,1 %	+ 0,8 %	+ 1,0 %
- dont intérim	17 089	+ 5,2 %	78 %	+ 4,5 %	-1,2 %	-1,1 %
Administration publique, enseignement	10 650	+ 0,1 %	84 %	-0,2 %	-0,2 %	+ 0,2 %
Santé humaine et action sociale	25 260	+ 3,7 %	77 %	+ 2,3 %	+ 1,0 %	+ 0,8 %
Arts, spectacles et activités récréatives	5 713	+ 1,2 %	86 %	-0,5 %	+ 0,8 %	+ 0,5 %
Autres activités de services	7 223	+ 0,4 %	79 %	+ 0,5 %	-0,2 %	-0,4 %

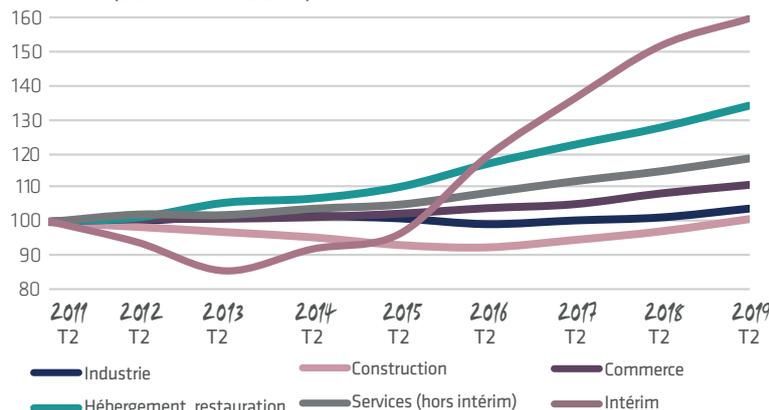
Source : Acoess Urssaf Pays de la Loire - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes provisoires, traitement Auran

L'emploi intérimaire à Nantes Métropole (en équivalent temps pleins, données CVS)

	Effectifs au T2 2019 30/06/2019	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Emploi intérim total	8 828	+ 0,2 %	-6 %
Agriculture	33	-6 %	-20 %
Industrie	2 602	+ 1,9 %	-0,4 %
Construction	2 587	-2,8 %	-1,0 %
Commerce	1 075	+ 3,9 %	-2,8 %
Transport - Logistique	619	-15 %	-41 %
Hébergement, restauration	169	+ 11 %	-2,1 %
Services	1 742	+ 5,9 %	-3,3 %

Source : Pôle emploi - données corrigées des variations saisonnières provisoires, unité nombre d'intérimaires, traitement Auran

Évolution de l'emploi salarié privé à Nantes Métropole par secteur d'activité (base 100 au T2 2011)



Source : Acoess Urssaf Pays de la Loire, traitement Auran

CHÔMAGE ET DEMANDEURS D'EMPLOI

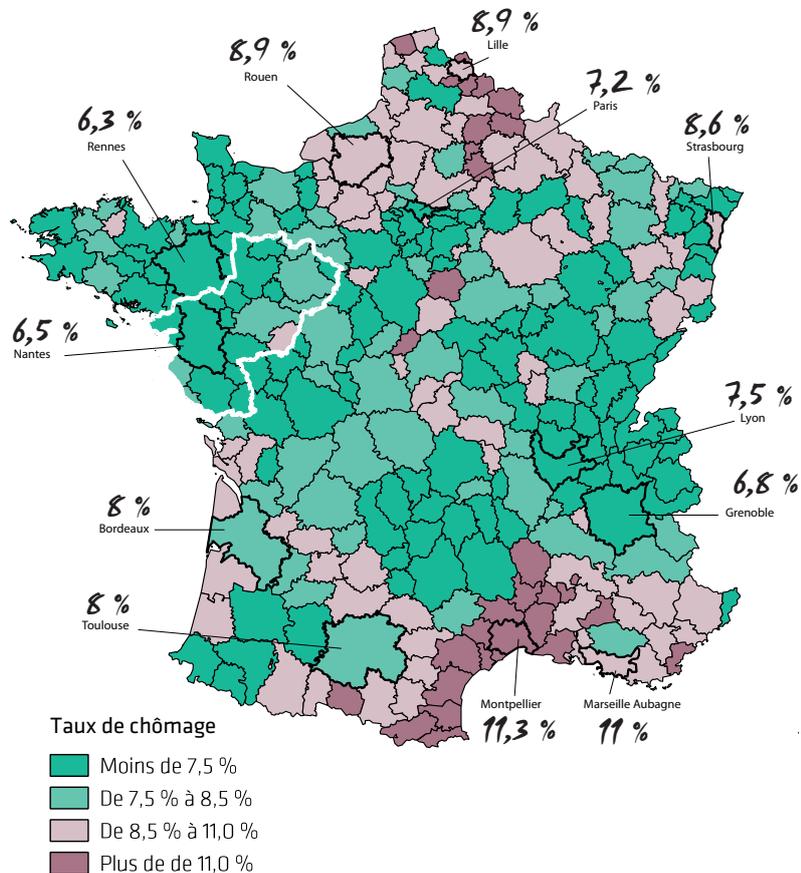
MOINS DE MARGES DE MANŒUVRE POUR RÉDUIRE ENCORE LE CHÔMAGE

Le taux de chômage continue de diminuer au 2^{ème} trimestre 2019 dans la zone d'emploi de Nantes. Il s'élève à 6,5 % et est toujours bien en deçà de celui des autres zones d'emploi métropolitaines et de la moyenne française (8,5 %), et un peu plus élevé que dans la zone d'emploi de Rennes (6,3%).

La géographie du chômage est toujours très contrastée en France métropolitaine. Les dynamiques de population, de développement économique et la connexion un peu plus forte des actifs au marché de l'emploi expliquent en partie ces résultats nettement plus favorables dans l'Ouest de la France. Dans la zone d'emploi de Nantes, le taux d'emploi est en effet un peu plus élevé qu'en moyenne en France, ce qui participe à amoindrir l'inemployabilité des actifs sur le marché du travail.

Malgré cela, et ce contrairement à la tendance nationale, la demande d'emploi en catégorie A progresse localement depuis maintenant trois trimestres. Au T2 2019, la hausse des inscriptions de + 1,9 % est significative et représente plus de 600 personnes dans la métropole nantaise. Le reste du département, et de la région connaissent également des hausses de moindre mesure.

Taux de chômage par zones d'emploi au 2^{ème} trimestre 2019



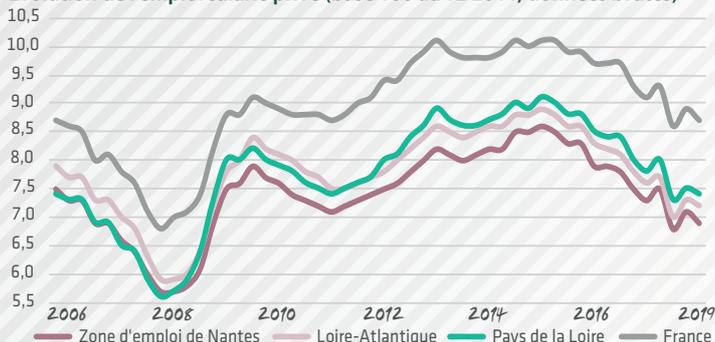
Source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires, traitement Auran

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois (DEFM)

	DEFM ABC au T2 2019 30/06/2019	Évolution annuelle (en %)	DEFM A au T2 2019 30/06/2019	Évolution annuelle (en %)
Nantes Métropole (NM)	59 262	+ 0,6 %	32 152	+ 1,9 %
Loire-Atlantique	115 177	+ 0,0 %	58 378	+ 1,4 %
Loire-Atlantique hors NM	55 915	-0,5 %	26 226	+ 0,7 %
Pays de la Loire	304 991	-0,8 %	152 373	+ 0,3 %
Pays de la Loire hors NM	245 729	-1,1 %	120 221	-0,1 %
France métropolitaine	5 417 800	-0,7 %	3 183 000	-1,5 %

Source : Source : Pôle emploi - données brutes, traitement Auran

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T2 2011, données brutes)



Taux de chômage localisés des principales zones d'emploi de France (hors Ile de France)

	Taux de chômage au T2 2019 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)
Zone d'emploi de Nantes	6,5	-0,1	-0,4
Loire-Atlantique	6,8	-0,1	-0,4
Pays de la Loire	7,0	-0,2	-0,4
France	8,2	-0,2	-0,6
ZE Montpellier	11,3	-0,3	-0,7
ZE Marseille-Aubagne	11,0	-0,1	-0,6
ZE Lille	8,9	-0,3	-0,9
ZE Rouen	8,9	-0,2	-0,7
ZE Strasbourg	8,6	-0,1	-0,5
ZE Toulouse	8,0	-0,1	-0,6
ZE Bordeaux	8,0	-0,2	-0,8
ZE Lyon	7,5	-0,2	-0,5
ZE Grenoble	6,8	-0,2	-0,5
ZE Rennes	6,3	-0,1	-0,4

Source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires, traitement Auran



BAISSE DES INSCRIPTIONS DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN ACTIVITÉ RÉDUITE

Au 2^{ème} trimestre 2019, les inscriptions à Pôle emploi sont en hausse sur la métropole, avec **une forte reprise en catégorie A**. En revanche, le nombre de demandeurs d'emplois **en activité réduite** (inscrits en catégories B et C) **diminue, contrairement à la tendance de ces dix dernières années**. Cette baisse est également observée dans le reste des Pays de la Loire depuis fin 2018. **La tendance nationale est quant à elle au ralentissement et pas encore à la baisse.**

La réforme de l'assurance chômage, qui prend effet en novembre 2019, **pourrait accentuer ces tendances**. Les droits à l'indemnisation ne seront désormais ouverts qu'à partir de **6 mois de cotisation** (au lieu de 4 actuellement), **ce qui freinera probablement les inscriptions**. Le calcul des allocations chômage sera **moins avantageux** pour les allocataires **alternant contrats courts et inactivité**. Enfin, en cas de reprise d'emploi temporaire, le droit rechargeable sera **plus restreint**. Il faudra **avoir retravaillé 6 mois** au lieu de 1 mois avant la réforme **pendant sa période d'indemnisation pour pouvoir prolonger celle-ci de l'équivalent du temps travaillé**. Selon l'Unédic, ces mesures engendreront **une baisse des dépenses d'assurance chômage de l'ordre de 1 milliard d'euros par an**.

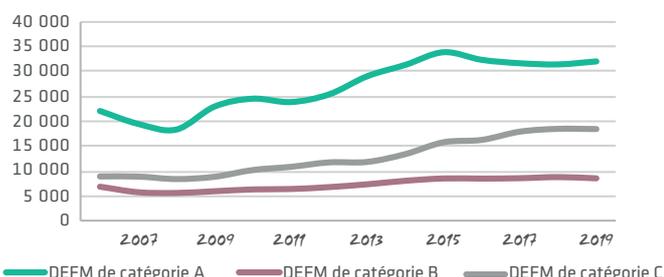


Demandeurs d'emploi en fin de mois à Nantes Métropole, par catégorie Pôle emploi

	Effectifs au T2 2019 30/06/2019	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Total inscrits à Pôle emploi	65 806	+ 0,7 %	+447
DEFM de catégorie A	32 152	+ 1,9 %	+610
DEFM de catégorie B	8 529	-2,6 %	-231
DEFM de catégorie C	18 581	-0,2 %	-41
DEFM de catégorie D	2 799	+ 3,7 %	+99
DEFM de catégorie E	3 745	+ 0,3 %	+10

Source : Pôle emploi - données brutes, traitement Aurant

Évolution de la demande d'emploi A, B et C à Nantes Métropole (en volume)



Source : Pôle emploi - données brutes, traitement Aurant

HAUSSE SIGNIFICATIVE DES INSCRIPTIONS EN CATÉGORIE A DE JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

Les inscrits en catégorie A représentent la moitié de la demande d'emploi à Nantes Métropole. **Ils progressent significativement ce trimestre (+ 610 inscrits)**, par rapport à l'année précédente.

Cesont les inscriptions de demandeurs d'emploi de **moins de 25 ans qui augmentent le plus fortement** ce trimestre (+ 7,9 % soit 294 personnes). Cela confirme la hausse déjà observée au 1^{er} trimestre 2019, et cela **contrairement à la tendance baissière des trimestres précédents des trois dernières années**. Les moins de 25 ans représentent 12,5 % des demandeurs de catégorie A, à un niveau proche de celui de 2009.

Les **inscrits ayant 50 ans et plus sont également plus nombreux** (+ 2,3 %, soit + 150 personnes au T2 2019). Cette hausse est **quasi-continue depuis 10 ans**. En revanche, les inscriptions de **demandeurs d'emploi de longue durée sont plutôt stabilisées** ce trimestre.

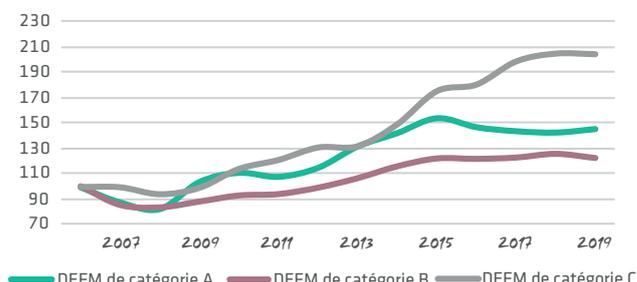
- Catégorie A :** demandeur d'emploi en fin de mois (DEFM) sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois et tenu de rechercher un emploi
- Catégorie B :** DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois (78h ou moins) et tenu de rechercher un emploi
- Catégorie C :** DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois (plus de 78h) et tenu de rechercher un emploi
- Catégorie D :** DEFM sans emploi, non tenu de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...)
- Catégorie E :** DEFM non tenu de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Profil des demandeurs d'emploi de catégorie A à Nantes Métropole

	Effectifs au T2 2019 30/06/2019	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
DEFM A	32 152	+ 1,9 %	+610
Moins de 25 ans	4 039	+ 7,9 %	+294
Entre 25 et 49 ans	21 329	+ 0,8 %	+166
50 ans et plus	6 784	+ 2,3 %	+150
Hommes	16 574	+ 2,5 %	+411
Femmes	15 578	+ 1,3 %	+199
Demandeurs de longue durée	12 401	-0,3 %	-37
Allocataires RSA	7 754	+ 12,8 %	+877
Indemnisés	17 376	+ 5,0 %	+832

Source : Pôle emploi - données brutes, traitement Aurant

Évolution de la demande d'emploi A, B et C à Nantes Métropole (base 100 au T2 2006)



Source : Pôle emploi - données brutes, traitement Aurant

ZOOM SUR...

La demande d'emploi au sein de la métropole nantaise

En juin 2019, la métropole nantaise compte **32 152 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A**, soit **55 %** de la demande d'emploi de catégorie A de la Loire-Atlantique et 21 % des Pays de la Loire. Cela représente **plus que le poids de sa population active** (48 % des actifs de Loire-Atlantique et 18 % des Pays de la Loire). Cet écart résulte de différents facteurs, liés à la structure démographique et à **l'attractivité économique et résidentielle de la métropole**. Ainsi, 5 350 personnes s'installent chaque année dans la métropole nantaise, principalement des jeunes, pour leurs études ou en début de carrière, mais aussi des actifs de tous profils. **Cette hausse de la population active vient en partie contribuer à la hausse de la demande d'emploi sur le territoire.**

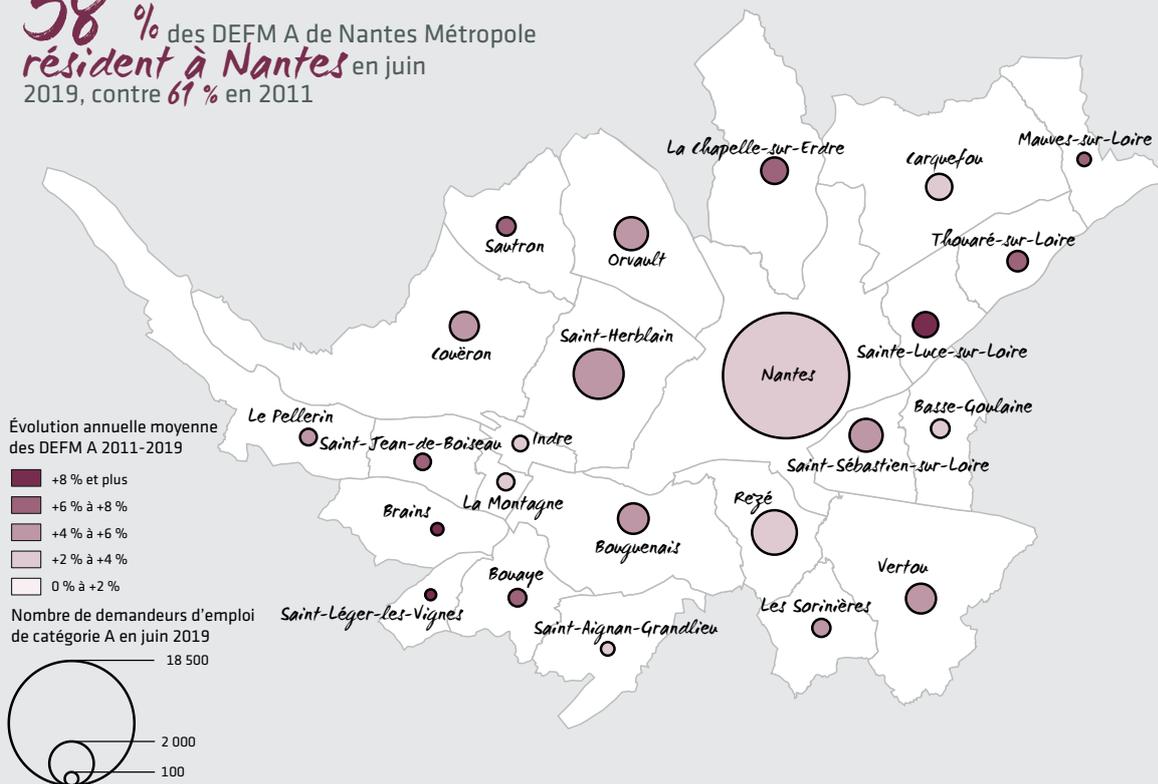
La ville de Nantes concentre 48 % de la population métropolitaine et **58 % des demandeurs d'emploi de catégorie A**. Leur poids y est ainsi plus important, totalisant 18 650 personnes inscrites à Pôle emploi en juin 2019. C'est en partie lié à la **concentration sur Nantes de l'essentiel du parc locatif de la métropole**, qui abrite aussi une part plus importante de ménages « plus fragiles », plus susceptibles de connaître des périodes de chômage (que ce soit en logement social mais aussi dans le parc privé). Par ailleurs, **10 des 15 quartiers « politiques de la ville » de la métropole sont nantais** et 2 sont partagés entre les communes de Saint-Herblain et Nantes. Leurs habitants sont également **plus exposés aux risques du chômage ou du sous-emploi.**

Pour autant, l'évolution du nombre de **demandeurs d'emploi sur Nantes est plus modérée que dans les autres communes de la métropole** : entre 2011 et 2019, les DEFM A ont augmenté d'en moyenne de 3,1 % par an sur Nantes contre 4,8 % dans les 23 autres communes de la métropole. **Cette hausse est plus élevée encore (+ 5,6 %) dans les petites communes de moins de 10 000 habitants**, qui ne représentent néanmoins que 8 % des DEFM A de la métropole. Ce sont les **inscriptions de demandeurs d'emploi « seniors » de plus de 49 ans qui connaissent la plus forte progression (+7,4 % par an en moyenne)** et ce dans **l'ensemble des communes de la métropole nantaise**. En revanche, les inscriptions de jeunes et d'actifs entre 26 et 49 ans sont plus importantes en périphérie de Nantes.

32 152 demandeurs d'emploi
de catégorie A à Nantes Métropole

+3,1 % par an de DEFM A à Nantes
entre 2011 et 2019 contre **+ 4,8 %** dans les
23 autres communes de Nantes Métropole
entre 2011 et 2019

58 % des DEFM A de Nantes Métropole
résident à Nantes en juin
2019, contre **61 %** en 2011



INSERTION PROFESSIONNELLE



UNE ACTIVITE D'ACCOMPAGNEMENT SOUTENUE AUPRES DES PERSONNES LES PLUS FRAGILES

6 682 jeunes ont été en contact avec la Mission locale au T2 2019. Plus de la moitié ont bénéficié d'un entretien de suivi. Leur nombre est en hausse sur le 1^{er} semestre, d'environ 9 % par rapport à la même période en 2018. 12 %, soit 781 jeunes, sont nouvellement inscrits ce trimestre. Ce nombre est en augmentation par rapport à 2018 (+ 7,6 % au T2 2019). Ces nouveaux inscrits sont le plus souvent des jeunes sans activité et sortis du système scolaire (ni étudiants, ni stagiaires, sans travail). Plus de la moitié détiennent au plus un CAP/BEP.

Contrairement à 2018, le nombre d'accompagnements d'adultes par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) est en légère hausse au 1^{er} semestre 2019. On dénombre au 2^{ème} trimestre 1 500 personnes accompagnées par le dispositif, dont 138 nouvellement inscrites (en hausse de 3,3 % annuellement). Les seniors de plus de 45 ans représentent 40 % des effectifs. Il s'agit également d'un public plus faiblement diplômé (75 % ont un diplôme inférieur au baccalauréat ou bien non reconnu).

Les allocataires du revenu de solidarité active accompagnés par les Unités emploi du Conseil départemental sont également plus nombreux au 2^{ème} trimestre (+2 %), tout comme les nouveaux inscrits. Une poursuite des hausses est attendue pour le reste de l'année, notamment par le démarrage d'une expérimentation avec les services de la CAF pour faciliter l'orientation et accélérer l'accompagnement. Une hausse du nombre d'allocataires au RSA est également anticipée avec la réforme de l'assurance chômage.

Les personnes accompagnées par ces dispositifs présentent des fragilités similaires : faible niveau de diplôme, parcours d'emploi souvent fractionnés et/ou précaires, freins divers à la reprise d'emploi. Sur la métropole, la garde d'enfant est l'un des freins le plus souvent exprimé, et touche plus particulièrement les parents isolés (souvent des femmes). L'accès au permis de conduire, la maîtrise de la langue française, la confiance en soi, l'apprentissage ou réappropriation des codes du marché du travail par les décrocheurs sont également des enjeux régulièrement évoqués.

Publics suivis par la Mission locale, le PLIE et les Unités emploi de la métropole nantaise

	Effectifs T2 2019 30/06/2019	Evolution annuelle T1	Evolution annuelle T2	Evolution annuelle T3	Evolution annuelle T4
<i>Nombre de jeunes suivis par la Mission locale</i>	6 682	+ 9,0 %	+ 8,3 %		
dont nombre de jeunes reçus en entretien	3 560	+ 5,0 %	+ 6,0 %		
dont nouveaux inscrits	781	+ 6,4 %	+ 7,6 %		
<i>Nombre de personnes accompagnées par le PLIE</i>	1 500	+ 3,9 %	+ 3,3 %		
dont nouveaux inscrits	138	+ 16 %	+ 11 %		
<i>Nombre de personnes accompagnées par les Unités emploi</i>	1 913	-1,0 %	+ 2,1 %		
dont nouveaux accompagnements	277	+ 0,4 %	+ 1,8 %		

Sources : ATDEC - Mission locale, Maison de l'emploi , PLIE, de Nantes Métropole et Conseil départemental de Loire Atlantique - données provisoires, traitement Auran

Nouveaux inscrits dans le service public de l'emploi de la métropole nantaise

	Mission locale Effectifs au T2 2019	Évolution annuelle (en %)	PLIE Effectifs au T2 2019	Évolution annuelle (en %)	Unités emploi Effectifs T2 2019	Évolution annuelle (en %)
<i>Nouveaux inscrits</i>	781	+ 7,6 %	138	+ 11,3 %	277	+ 1,8 %
<i>Moins de 18 ans</i>	138	-0,7 %	nc	nc	nc	nc
<i>Entre 18 et 22 ans</i>	463	+ 12 %	nc	nc	nc	nc
<i>Entre 23 et 26 ans</i>	180	+ 4,7 %	nc	nc	nc	nc
<i>Moins de 26 ans</i>	nc	nc	9	ns	7	ns
<i>Entre 26 et 44 ans</i>	nc	nc	75	+ 25 %	209	+ 9 %
<i>Entre 45 et 54 ans</i>	nc	nc	32	+ 14 %	46	-21 %
<i>55 ans et plus</i>	nc	nc	22	+ 10 %	15	-29 %
<i>Hommes</i>	427	+ 2,6 %	62	+ 27 %	153	stable
<i>Femmes</i>	354	+ 14 %	76	+ 1,3 %	124	+ 4 %
<i>BAC+3 et plus (niveau I et II)</i>	41	stable	3	ns	8	ns
<i>BAC +2 (niveau III)</i>	33	-15 %	3	ns	29	-12 %
<i>BAC et équivalents (niveau IV)</i>	202	+ 11 %	16	-11 %	5	ns
<i>BEP/CAP (niveau V)</i>	72	-10 %	25	+ 14 %		
<i>Sans diplôme ou niveau collège (niveau VI et V bis)</i>	41	-31 %	59	+ 16 %	101	-5,6 %
<i>Non renseigné, ou diplôme non reconnu</i>	392	+ 21 %	32	+ 60 %	134	+ 44 %

Sources : ATDEC - Mission locale, Maison de l'emploi , PLIE, de Nantes Métropole et Conseil départemental de Loire Atlantique - données provisoires, traitement Auran
ns : non significatif nc : non concerné nd : non disponible

PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

NET RALENTISSEMENT DES EMBAUCHES

Presque 99 000 déclarations préalables à l'embauche ont été recensées ce trimestre dans la métropole nantaise. Elles connaissent **une hausse plus modérée que la tendance habituelle** (seulement + 1,8 %, contre + 5,2 % au T2 2018) et que la moyenne nationale (+ 3,7 % ce trimestre). En Pays de la Loire, l'évolution est même à la baisse (- 1,6 %). Les missions en **CDI** représentent 15 % des intentions d'embauches et **sont néanmoins en hausse** (+ 5,9 %, soit + 810 postes). Depuis plusieurs trimestres, les hausses d'embauches en CDI sont plus importantes qu'en CDD, ce qui témoigne de l'amélioration de la conjoncture.

75 % des embauches du trimestre concernent des CDD de moins d'un mois. Elles ont connu un essor très important ces 20 dernières années, associé à une réduction croissante de leur durée. Les secteurs des services y ont le plus massivement recours. Les contrats très courts sont très répandus dans les activités présentielle (santé et action sociale, administration, services aux entreprises et aux personnes), **souvent associées à des conditions défavorables de travail** : horaires atypiques, sous-emploi, faible rémunération et pénibilité physique... Les femmes y sont plus largement représentées,

notamment dans la santé et l'action sociale (80 % des contrats).

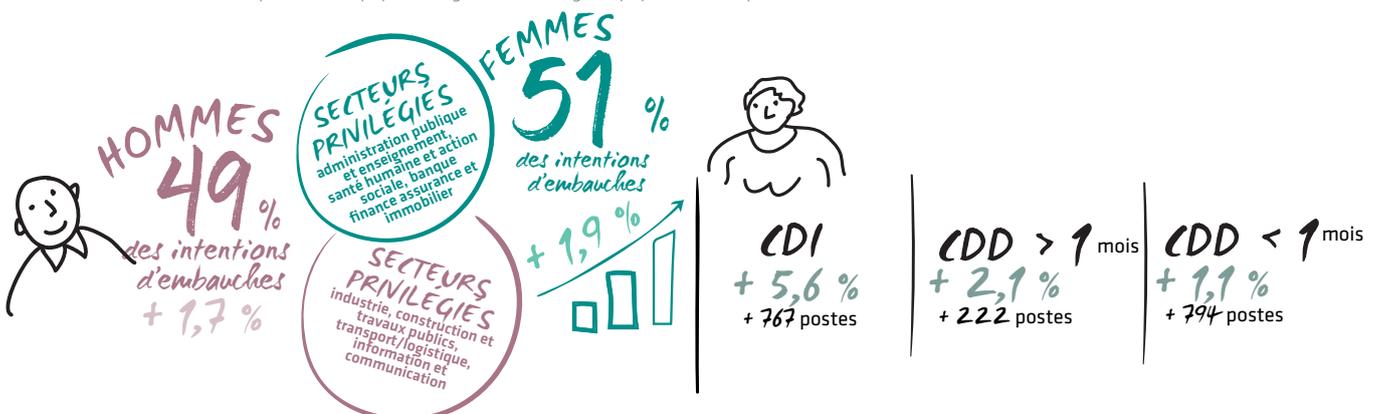
Le bâtiment et les travaux publics, ainsi que l'hébergement et la restauration ont également plus fortement recours aux contrats courts. A contrario, les **CDI sont plus répandus dans l'industrie**, dans l'ensemble des déclarations d'embauches réalisées auprès de l'Urssaf. Pour autant, les entreprises de l'industrie embauchent aussi en **contrats courts, sous forme d'emploi intérimaire.**

À partir de janvier 2020, le gouvernement va instaurer un **système de bonus-malus** faisant varier les taux de **cotisation chômage sur les contrats courts** (de 3 % à 5 %, contre 4,05 % forfaitaire aujourd'hui). Il ne concernera cependant que **les entreprises de plus de 11 salariés de certains secteurs spécifiques** (hébergement/restauration, agroalimentaire, transport, études d'opinion...). Cette mesure vise à lutter contre l'enchaînement des CDD ou des missions d'intérim qui conduit à des parcours professionnels morcelés, participe à la **segmentation du marché du travail** et pèse sur l'assurance chômage. **Les activités de santé ne sont pas concernées, alors même qu'elles représentent une grande part des intentions d'embauches en contrats courts.**

Les embauches anticipées par les entreprises (données brutes, hors intérim) à Nantes Métropole

	Intentions d'embauches T2 2019	Evolution annuelle (en %)	Evolution annuelle (en effectifs)	dont CDI (en %)	dont CDD > 1 mois	dont CDD < 1 mois
<i>Intentions d'embauches</i>	98 796	+ 1,8 %	+ 1 783	15 %	11 %	75 %
<i>Industrie manufacturière</i>	1 584	- 5,1 %	- 85	54 %	27 %	19 %
<i>Eau - énergie - déchets</i>	145	+ 40,8 %	+ 42	46 %	48 %	5 %
<i>Construction</i>	1 835	+ 2,2 %	+ 39	60 %	28 %	11 %
<i>Commerce</i>	7 531	+ 1,6 %	+ 115	33 %	23 %	44 %
<i>Transport - logistique</i>	3 452	- 5,3 %	- 195	22 %	17 %	61 %
<i>Hébergement, restauration</i>	12 326	+ 11,3 %	+ 1 247	21 %	10 %	69 %
<i>Information, communication</i>	3 387	- 3,7 %	- 129	41 %	8 %	50 %
<i>Finance, assurance, activités immobilières</i>	2 046	+ 5,5 %	+ 107	34 %	25 %	40 %
<i>Activités spécialisées, scientifiques, techniques</i>	9 625	+ 1,0 %	+ 93	16 %	8 %	76 %
<i>Services administratifs, soutien</i>	19 306	+ 3,1 %	+ 575	7 %	9 %	84 %
<i>Administration publique, enseignement</i>	2 666	+ 1,2 %	+ 32	8 %	14 %	79 %
<i>Santé humaine et action sociale</i>	15 386	- 0,9 %	- 143	6 %	10 %	84 %
<i>Arts, spectacles et activités récréatives</i>	16 263	- 0,3 %	- 41	1 %	3 %	96 %
<i>Autres activités de services</i>	3 244	+ 4,0 %	+ 126	13 %	17 %	70 %

Source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires, traitement Auran



MARCHÉ DU TRAVAIL



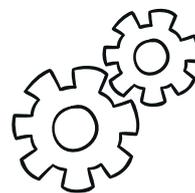
DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT AUX MULTIPLES CAUSES

Les tensions perçues par les entreprises en matière de recrutements sont toujours élevées, selon les enquêtes sur les besoins en main d'œuvre menés par les acteurs de l'emploi. Les principales difficultés évoquées par les entreprises restent d'abord la pénurie de candidats et l'inadéquation des profils disponibles avec le poste offert. C'est principalement le manque d'expérience que déplorent les recruteurs, associé au manque de compétences techniques, à l'insuffisance de formation, et aussi parfois de motivation, de compétences relationnelles, d'habilité à s'exprimer à l'écrit ou à l'oral ou d'éloignement géographique.

D'autres motifs de difficultés liés cette fois aux pratiques des entreprises et aux caractéristiques des postes proposés sont aussi évoqués : urgence des recrutements, conditions de travail, image ou salaire peu attractifs des postes, pénibilité ... Ces motifs pourraient donc expliquer en partie leur perception de « pénurie de bons candidats ». Certains recruteurs peinent à offrir des conditions de travail ou salariales suffisamment attractives pour attirer des salariés déjà autonomes. Le manque d'expérience ou de technicité perçu des candidats pourrait logiquement en être une conséquence. La faible attractivité du poste est tout de même évoquée par les recruteurs dans la moitié des recrutements jugés difficiles d'employés et d'ouvriers non qualifiés (Dares, enquête OFER 2016).

Il existe plusieurs enquêtes auprès des entreprises recruteuses (OFER Dares, BMO Pôle emploi, branches professionnelles) qui mettent plus souvent en avant l'inadéquation des candidats avec les exigences des recruteurs. Mais, il y en a très peu qui recensent les points de vue des candidats ou des salariés. Cela pourrait pourtant permettre de relever des contradictions. L'autonomie est l'une des qualités souvent jugée indispensable par les recruteurs. Pourtant, plusieurs études nationales (Dares, Conditions de travail) et internationales (Eurofound EWCS) indiquent que le sentiment d'autonomie chez les salariés diminue et que le niveau d'implication possible des salariés dans les organisations est plus faible en France que dans la moyenne des pays de l'Union Européenne.

Ce trimestre, 15 063 offres d'emplois ont été publiées par Pôle emploi sur la métropole nantaise, soit 9 % de moins qu'en 2018. Le nombre d'offres proposées sur le site d'Emploi store diminue, particulièrement dans les services (-1 330 offres). Dans l'industrie et la construction en revanche, les offres enregistrées sont plus nombreuses (+172). À noter qu'au début de l'année 2019, la région Pays de la Loire a également mis en ligne un portail de diffusion d'offres d'emploi.



Offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi à Nantes Métropole

	Effectifs au cours du T2 2019	Evolution annuelle (en %)	Evolution annuelle (en effectifs)
<i>Offres d'emploi enregistrées (OEE)</i>	15 063	-9%	-1 490
<i>Agriculture</i>	23	-47%	-20
<i>Industrie</i>	757	+ 18%	+115
<i>Construction</i>	299	+ 24%	+57
<i>Commerce</i>	939	-8%	-84
<i>Transport - logistique</i>	400	-9%	-38
<i>Hébergement, restauration</i>	1 097	-15%	-190
<i>Services productifs</i>	7 593	-6%	-524
<i>Services présentsiels</i>	3 955	-17%	-806

Source : Pôle emploi, données brutes, traitement Auran

Services productifs : information et communication, finance et assurance, immobilier, activités spécialisées / scientifiques / techniques, services administratifs et de soutien

Services présentsiels : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, arts, spectacles et activités récréatives, activités des ménages employeurs et producteurs, autres

DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES



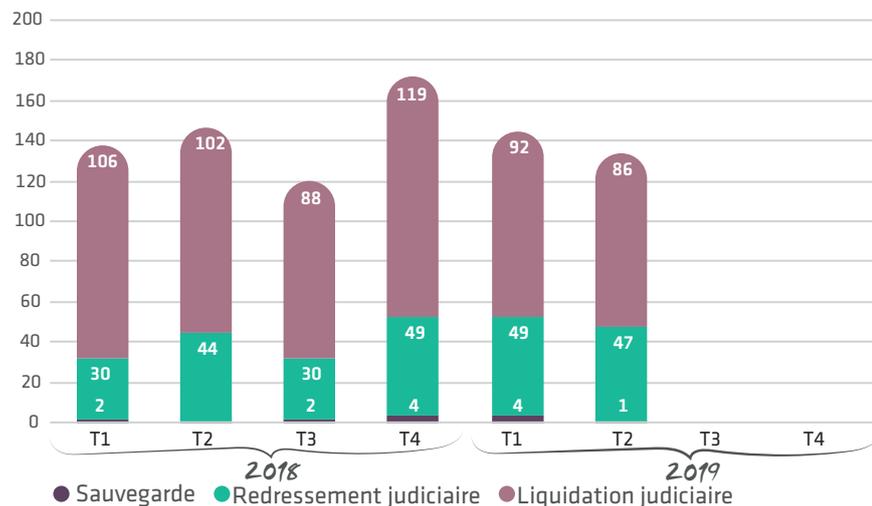
UN PREMIER SEMESTRE 2019 PLUTÔT SATISFAISANT

Au premier semestre 2019, les procédures collectives sont plutôt stables (-2 % par rapport au S1 2018). Les liquidations judiciaires sont notamment moins nombreuses (178, soit 30 de moins qu'en 2018 à la même période). Par ailleurs, les procédures enregistrées en 2019 concernent un nombre sensiblement moins élevé de salariés : 533 salariés sur le 1^{er} semestre 2019, soit 300 de moins qu'en 2018.

La dynamique de créations d'entreprises se poursuit sur le premier semestre 2019, avec une hausse de 20 % des immatriculations au registre du commerce et des sociétés. Mais les radiations progressent également, plus fortement (+ 48 %, soit 711 de plus qu'au S2 2018).

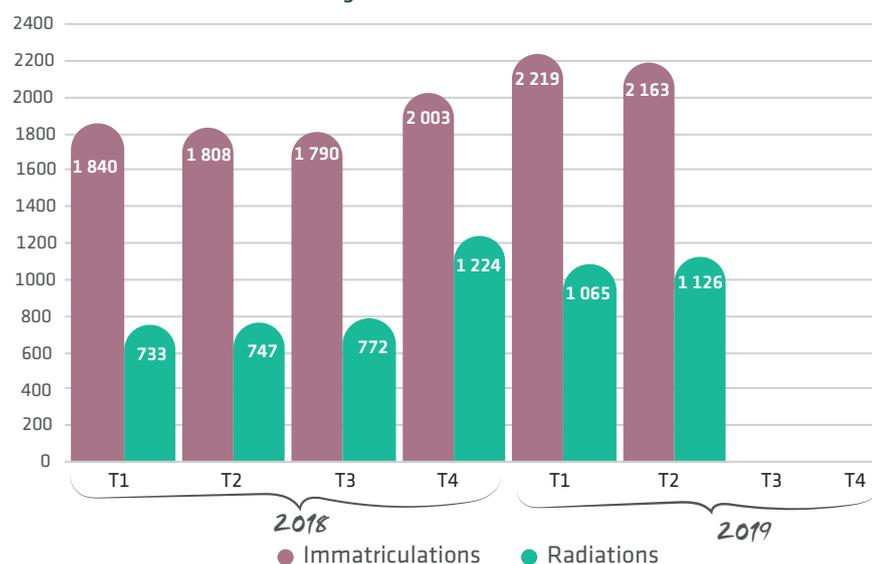
Enfin, la trésorerie des entreprises semble s'améliorer ce trimestre en Loire-Atlantique. Les demandes de délais de paiement des cotisations sociales chutent sensiblement (-49 %). Tous les secteurs d'activité bénéficient de cette embellie, et plus particulièrement l'hébergement et la restauration, ainsi que l'industrie.

Procédures collectives - jugements au Tribunal de commerce de Nantes



Source : Tribunal de commerce de Nantes

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce et des Sociétés



Source : Tribunal de commerce de Nantes

ZOOM SUR... la conjoncture régionale vue par la Banque de France

« Dans son enquête de l'activité en septembre 2019 auprès des chefs d'entreprises, la Banque de France relève que la production industrielle se contracte légèrement. Seuls les matériels de transport enregistrent une progression modérée.

La demande ralentit dans presque tous les secteurs. Les carnets demeurent consistants et les chefs d'entreprise interrogés s'attendent à une hausse modeste des productions.

Dans les services marchands, l'activité affiche une progression modeste, inférieure à la tendance des derniers mois. La demande globale reste soutenue, portée par la demande étrangère en hausse sensible. Les effectifs se renforcent significativement. Les prévisions sont favorables avec une hausse anticipée de l'activité au moins aussi forte à venir.

En revanche, l'activité dans le bâtiment stagne dans le gros œuvre mais augmente dans le second œuvre. Les travaux Publics marquent le pas avec la pause estivale. Les carnets de commande sont remplis pour le second semestre mais plus étroits pour le gros œuvre. Les prévisions sont tournées vers une augmentation de l'activité avec des recrutements. »

Source : Banque de France des Pays de la Loire, octobre 2019

VEILLE SECTORIELLE

Actualité économique à Nantes Métropole et dans sa zone d'emploi.

Il s'agit d'une sélection d'informations multi-sources (lettre API, journal des entreprises, Ouest France Entreprises...) qui ne se veut pas exhaustive.

Embauches

Ultima Displays France, (Carquefou) spécialiste de solutions d'exposition, investit 1 M€ dans l'acquisition de nouvelles machines d'impression, agrandit ses locaux de Carquefou et poursuit son rythme de recrutement de **20 collaborateurs par an** (120 personnes dans l'entreprise).

Modis Nantes, filiale informatique d'Adecco Group, va embaucher **42 salariés en CDI d'ici fin 2019** et prévoit ainsi un renfort de son équipe nantaise déjà portée par 150 salariés dans le conseil en ingénierie et services numériques.

Verteego spécialiste de l'Intelligence Artificielle prévoit d'étoffer son équipe nantaise de **30 à 40 salariés pour le 1^{er} semestre 2020**.

Arpège, (Saint-Sébastien-sur-Loire) éditeur de logiciels dédiés aux collectivités (200 salariés) prévoit l'embauche de **16 nouvelles personnes d'ici fin 2019** et investit 2,5 M€ par an en R&D.

Implantations

Inside Group, implantée il y a 1 an à Nantes **vient de s'installer dans la halle de la Madeleine avec 15 salariés** (le groupe en compte 400, avec un chiffre d'affaire en croissance qui devrait atteindre 31 M€ cette année).

Les loisirs, un moteur de création des emplois sur la métropole. Plusieurs annonces de parcs urbains de loisirs ont été réalisées ces derniers mois : un **complexe à l'arrière du Leclerc et Ikea Atlantis** (22 000 m² de surface plancher) du côté de **Saint-Herblain**, un complexe **Urban Village** (15 500 m² de plancher) en sud Loire à **Saint-Sébastien-sur-Loire**. L'ensemble herblinois annonce par exemple la création d'environ **350 emplois**, tous contrats confondus.

Osedeo, société montréalaise de conception de stratégie numérique et applications mobile, **ouvre une agence à Nantes**. Comptant aujourd'hui 2 salariés, l'entreprise compte faire **monter ses effectifs jusqu'à 10 début 2020**.

En berne

SACI Atlantique, PME de Carquefou dans la fabrication d'outillage aéronautique, est placée en **redressement judiciaire**.

Nox Constructions renaît sous la bannière Vaillant avec un **siège social parisien**. Ses agences à Carquefou sont toujours présentes avec 30 salariés.

Investissements et levées de fond

Naval Group (Indre) a annoncé un plan de **100 M€ d'investissements** sur la période 2020-2023 sur son site d'Indret.

Zéro Gachis mise sur l'intelligence artificielle pour guider les responsables de rayons vers la meilleure politique de revalorisation des produits arrivés en date courte. Depuis fin 2018, près de 20 salariés ont rejoint l'équipe.

Altereia (ingénierie de la transition énergétique) annonce avoir **levé 5 M€** auprès de Paris Fonds vert (géré par l'investisseur Déméter). Le groupe implanté dans les grandes métropoles françaises **compte doubler ses effectifs d'ici 2023**.

Imagination Machine lève **4,5 M€** auprès du fonds French Tech accélération de la BPI France et 7 entreprises régionales (Eram, Dubreuil, Cetih, Idéa, Armor, Oceanet et dirigeants de magasins Leclerc).

Akeneo (solution de gestion de l'expérience produit) **lève 41 M€** auprès du Fonds d'investissement américain Summit Partners. Cette levée de fonds lui permettra de **doubler ses investissements en R&D**, dont une grande part de l'activité est implantée à Nantes.

CONJONCTURE ET MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette note de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique de la métropole nantaise. Sa récurrence est trimestrielle et le document présente les dernières données disponibles au moment de son élaboration.

Cette publication s'inscrit dans le cadre des travaux de l'observatoire partenarial de l'emploi et de l'activité économique de la métropole nantaise. Il réunit une vingtaine de partenaires, professionnels de l'accompagnement vers l'emploi, du développement économique, de la formation initiale et continue, institutionnels, producteurs de données publiques et/ou d'outils d'observation :



Retrouvez cette publication et la méthodologie sur le site internet de l'Auran : auran.org/publications

Insee – Conjoncture Pays de la Loire n°27 octobre 2019 « Emploi et chômage : des indicateurs au vert pour la région »
www.insee.fr

Urssaf des Pays de la Loire – Stat'ur n°38 octobre 2019 « Une croissance faible mais continue depuis le début de l'année »
www.acoss.fr

Pôle emploi des Pays de la Loire septembre 2019 « Le marché du travail : chiffres clés »
Pôle emploi des Pays de la Loire juin 2019 « Panorama conjoncturel en Pays de la Loire »
Pôle emploi & Credoc - Enquête Besoins en main d'œuvre 2019 Pays de la Loire
www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – octobre 2019 « la conjoncture en Pays de la Loire, enquêtes mensuelles »
www.banque-france.fr

Ores – Note de conjoncture n°86 octobre 2019 « De belles performances industrielles, un taux de chômage toujours bas »
www.ores.paysdelaloire.fr

ADECCO – Baromètre data emploi et territoires novembre 2019 – « la bonne dynamique de l'emploi se confirme »

Prism' emploi – Baromètre intérim août 2019

Unedic – septembre 2019 – « Impact de la réforme sur l'assurance chômage 2019 »

DARES – janvier 2018 – « Condition de travail : une autonomie en recul mais une ambiance de travail moins tendue. Enquête conditions de travail et risques psychosociaux 2016 »
www.orcn.fr



Pour aller plus loin

Dossier réalisé par Mathilde Loget (Cheffe de projet) avec l'appui de l'équipe de l'Auran